



**DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM**

**Procès-Verbal des Délibérations du
du Bureau de
la Communauté de Communes des Portes
de ROSHEIM
Séance Ordinaire du 26 mars
2024 à 18h**

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 19 mars 2024

Nombre de Conseillers 9

Elus:

<u>Nombre de Conseillers Présents:</u> B	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. FRIEDRICH, C. JUNG, M. TROESTLER, R. MULLER.
<u>Conseiller excusé av. art donné 12.rocuration :</u> 0	
<u>Conseiller excusé :</u> 1	J. PH. KAES.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services



N° 2024-31 : Désignation d'un(elle) Secrétaire de séance.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Après avoir constaté que le quorum était atteint, M. le Président propose de passer à l'analyse des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Bureau de la CCPR.

Il informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient de désigner un(e) Secrétaire de séance.

M. le Président rappelle qu'en droit local, l'article L. 2541-6 du CGCT, transposable aux Communautés de communes, prévoit que « *lors de chacune de ses séances, le Conseil municipal désigne son Secrétaire* ». Il apparaît ainsi que, dans ces départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle), le Conseil communautaire désigne une seule personne, qui n'est pas obligatoirement membre du conseil, au début de chaque séance. Le Conseil d'État a en effet précisé que « *le Conseil municipal ne peut désigner*

une personne pour assurer de façon permanente le secrétariat des séances du conseil municipal».

À noter également que l'article L 2541-7 du CGCT autorise le Maire à prescrire que les agents de la commune assistent aux séances. Si l'un des agents de la commune, qui assiste à la séance, est désigné en qualité de Secrétaire de séance, il est alors chargé de rédiger le procès-verbal de la séance pour laquelle il a été désigné. Il doit cependant s'abstenir de prendre la parole, sauf à fournir certains renseignements au conseil, à sa demande.

Aussi et par parallélisme des formes, il est proposé de procéder de la même manière pour la désignation d'un(e) Secrétaire de séance pour les réunions du Bureau de la CCPR amené à délibérer par délégation du Conseil.

A cet effet, Monsieur le Président propose de désigner Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services et ce, afin de faciliter le processus de signature des délibérations et du PV qui, depuis la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, exige la signature du Président et du Secrétaire de séance.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;
- VU** les articles 2541-6 et 2541-7 du CGCT;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 modifié par délibération du 2022-93 du 06/12/2022 ;
- LE BUREAU,
À L'UNANIMITÉ;**
- DESIGNE** Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services de la CCPR, Secrétaire de séance ;
- AUTORISE** M. le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.



N°2024-32 : Approbation du procès-verbal de la séance du 12/03/2024.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

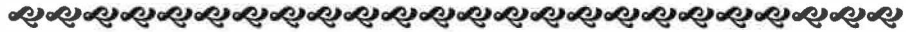
M. le Président informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient d'approuver le procès-verbal de la séance du 12/03/2024 ; et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Il est précisé que la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, a modifié les dispositions s'y rapportant.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du Bureau ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. Le PV est signé par le Président et la Secrétaire de séance. Ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Bureau et du public qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Conformément à l'article 23 du règlement intérieur de la CCPR en vigueur, modifié par délibération 2022-93 du 06/12/2022, il est rendu compte au Conseil communautaire des décisions prises par le Bureau dans l'exercice des délégations ; le Président demandant à la DGS de la CCPR de présenter les décisions prises en matière de personnel.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;
- VU** les dispositions du CGCT actuellement en vigueur ;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 et modifié par délibération N° 2022-93 du 06/12/2022 ;

**LE BUREAU
À L'UNANIMITÉ;**

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 12/03/2024 qui sera signé par le Président et par la Secrétaire de séance.



N° 2024-33 : Affaires du personnel : LAEP : création d'un emploi non permanent suite a un accroissement temporaire d'activité.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

M. le Président rappelle aux membres du Bureau que l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

M. le Président expose également aux membres du Bureau qu'il est nécessaire de prévoir l'entretien des surfaces et locaux du LAPE durant les travaux de rénovation de la Maison de l'Enfance intercommunale. Ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité.

Ainsi, au regard des tâches à effectuer, il propose aux membres du Bureau de créer, à compter du 16/03/2024, un emploi non permanent sur le grade d'adjoint technique territorial dont la durée hebdomadaire de service est de 8h00 et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une période allant du 16/03/2024 jusqu'au 19/04/2024.

- ENTENDU** l'exposé de m. le président ;
- VU** le code général de la fonction publique, et notamment son article 1.332-23 1° ;
- VU** les dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;
- VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- VU** la délibération n° 2021-18 du conseil communautaire en date du 9 mars 2021 portant délégation au bureau des affaires relatives au personnel de la communauté de communes des portes de Rosheim, à l'exception des prérogatives exercées par l'autorité territoriale de l'établissement ;
- CONSIDERANT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2024.

LE BUREAU,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ,

DECIDE;

D'AUTORISER la création d'un emploi non permanent relevant du grade d'adjoint technique territorial pour effectuer les missions d'agent d'entretien pour une durée hebdomadaire de travail égale à 8h00, à compter du 16/03/2024 jusqu'au 19/04/2024.

La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 367 indice majoré 366, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.



N°2024-34 : Affaires du personnel : Multi-accueil : autorisation d'engagement d'une Educatrice de Jeunes Enfants contractuelle à temps complet.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Monsieur le Président informe les membres présents qu'il convient d'autoriser l'engagement d'un agent contractuel sur le poste permanent d'Educateur de Jeunes Enfants à temps complet pour la période du 01/04/2024 au 31/07/2024 inclus.

Son niveau de recrutement et de rémunération seront ceux afférents au grade d'Educateur de jeunes enfants, 4ème échelon (IB 494 / IM 431).

- ENTENDU** l'exposé de Monsieur le Président ;
- VU** le code général de la fonction publique, et notamment son article L 332-14 ;
- VU** les dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- VU** la délibération n° 2022-68 en date du 5 juillet 2022 créant l'emploi d'Educateur Principal de Jeunes Enfants ;
- VU** le décret n° 2017-902 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants et notamment l'article 34 ;
- VU** la délibération n° 2023-104 en date du 26 septembre 2023, portant mise à jour du tableau des effectifs de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim ;
- VU** la déclaration de vacance de l'emploi d'Educateur de Jeunes Enfants contractuel enregistrée sous le n° V067240326000433001 par le Centre de Gestion du Bas-Rhin ;
- VU** la délibération n° 2021-18 du Conseil Communautaire en date du 9 mars 2021 portant délégation au Bureau des affaires relatives au personnel de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, à l'exception des

prérogatives exercées par l'autorité territoriale de l'établissement ;

CONSIDERANT que la continuité du service implique le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir l'emploi d'EJE dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire dans les conditions statutaires ;

CONSIDERANT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2024;

**LE BUREAU,
Après en avoir débattu,
DECIDE,
À L'UNANIMITÉ,**

D'AUTORISER le recrutement d'un agent contractuel sur le poste permanent d'Edicateur de Jeunes Enfants Territorial dans les conditions suivantes :

Grade : Educateur de Jeunes Enfants ;
Echelon 4 ; Indice Brut 494/ Indice Majoré 431 ;
Période : du 1^{er} avril 2024 au 31/07/2024 inclus.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.



N° 2024-35 : Dispositif intercommunal d'aide à l'acquisition de vélos neufs et à la motorisation de vélos classiques.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

M. le Président rappelle que dans le cadre de sa politique de soutien à la pratique du vélo, la CCPR a, par délibération N° 2020-111 du 15/12/2020 mis en place au profit des habitants du territoire, un dispositif d'aide financière pour l'acquisition de vélos neufs et ce, pour la période du 01/12/2020 jusqu'au 31/12/2021.

Eu égard au succès du dispositif, celui-ci avait été reconduit pour l'année 2022 par délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 et pour 2023, par délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 (*acquisition de vélos neufs et motorisation de vélos classiques*).

Compte tenu de la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement, il est proposé de reconduire le dispositif pour l'année 2024, selon les modalités suivantes :

Pour qui ?	<p>Particuliers ayant leur résidence principale dans la CCPR</p> <p>):(à partir de 10 ans pour prime vélo classiques et les cycles à assistance électrique adaptés aux PMR</p> <p>):(à partir de 18 ans pour la prime vélo à assistance électrique</p> <p>):(Aide octroyée sans condition de revenus</p> <p>):(une seule aide par bénéficiaire - plusieurs personnes d'un même foyer pouvant solliciter l'aide</p>
Quels vélos ?	<p>Pour l'acquisition : tout type de vélos neufs : classiques et à assistance électrique</p> <p>NB : pour les vélos à assistance électrique - norme NF EN 15194 (assistance bridée à 25 km)</p> <p>Pour la motorisation: vélos neufs ou d'occasion</p>
Montant de l'aide et seuils d'éligibilité	<p><u>Vélos classiques urbain. VTC, VTT... : aide de 20% du coût d'achat TTC, plafonnée à 60 €</u></p> <p><u>Prime VAE : aide de 10 % du coût d'achat TTC, plafonnée à 120 €.</u></p> <p><u>Prime vélo-cargo ou tricycle VAE : aide de 10% du coût d'achat TTC, plafonnée à 180 €.</u></p>

	<u>Prime à la motorisation de vélos classiques (neufs ou d'occasion) : aide de 10% du coût de motorisation TTC, plafonnée à 120 €.</u>
Dates du dispositif	Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024
Budget alloué estimé	35 000 € /année. Aide intercommunale cumulable, le cas échéant avec d'autres dispositifs proposés.
	<p>Délégation au Bureau : à chaque conseil : si des dossiers ont été instruits : une délibération indiquant le nombre de bénéficiaires par commune et le montant de la subvention est inscrite à l'ordre du jour du Conseil communautaire le plus proche.</p> <p>Communication via les sites Internet de la CCPR et des communes membres, flyers, diffusion dans les publications intercommunales et communales....</p>
Liste des pièces à fournir	<ul style="list-style-type: none"> • Formulaire de demande complété, signé et accompagné des pièces suivantes : • Facture d'achat nominative qui devra comporter : <ul style="list-style-type: none"> ▶ Nom et adresse du bénéficiaire <p>Type de vélo et la référence (marque et nom ou n° du modèle) / type de moteur qui sera obligatoirement neuf et qui devra respecter la réglementation française et européenne (vitesse max. de 25 km/heure et puissance de 250 W, capteur de pédalage)</p> <p>Date d'achat : l'achat du vélo/ motorisation devra avoir été effectué(e) durant la période de validité du dispositif ;</p> ▶ Copie du certificat d'homologation, le cas échéant ; <ul style="list-style-type: none"> • Copie de la pièce d'identité du bénéficiaire ; • Copie d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois ; • RIB du bénéficiaire.

- vu** la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite « loi Chevènement » dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;
- vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;
- vu** les arrêtés préfectoraux en date du 29/12/1992, du 18/01/2019 et du 30/06/2021 portant respectivement création de la Communauté de Communes et modification de ses compétences ;
- vu** la délibération N° 2020-38 du 07/06/2020, portant installation du Conseil communautaire et élection du Président de la CCPR ;
- vu** la délibération N° 2020-111 du 15/12/2020 portant mise en place du dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos neufs ;
- vu** la délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2022 ;
- vu** la délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2023 et à la motorisation de vélos classiques ;
- CONSIDERANT** la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement ;
- CONSIDERANT** le succès du dispositif durant les années 2021, 2022 et 2023 ;
- CONSIDERANT** que les crédits nécessaires - 35 000 € - sont inscrits au BP principal 2024 de la CCPR ;
- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- LE BUREAU,**
Par délégation du Conseil Communautaire ;
 Après avoir constaté le respect des modalités d'éligibilité et la complétude des dossiers demandés,
- Après en avoir délibéré,**
À L'UNANIMITÉ ;
- DECIDE** de verser aux personnes suivantes les aides définies comme suit:

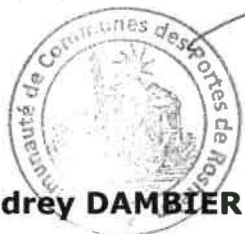
Soit 10 personnes- 8 VAE, 2 vélos classiques, représentant un montant d'aide octroyé de 1080,00€ ;

AUTORISE M. le Président à réaliser toutes les démarches en vue du versement des montant d'aide octroyés aux personnes sus désignées.

**Pourextraitconforme.
Rosheim, le 26 mars 2024.**

LA SECRETAIRE DE SEANCE

Audrey DAMBIER



Handwritten signature of Audrey Dambier

LE PRESIDENT

Michel HERR

